

Du 24 au 28 août 2015, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) s'est tenu le
7^e Congrès international des recherches féministes dans la francophonie (CIRFF),
Penser Créer Agir : les féminismes
De la révolution des savoirs au changement social
Dans ce cadre l'ANEF, avec le soutien de l'AUF a proposé un Atelier :
Structurer un réseau féministe des femmes universitaires.

Six congrès internationaux des recherches féministes dans la francophonie ont déjà eu lieu, au travers desquels un réseau informel a pu se dessiner. Depuis longtemps, l'ANEF soutient la nécessité de structurer ce réseau. En particulier au congrès de Rabat, en 2008, les premiers jalons de cette entreprise avaient été posés.

Par ailleurs deux responsables de l'ANEF, Delphine Naudier et Françoise Picq, ont été invitées à participer, en novembre 2014, au colloque de Dakar de l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie), « Femmes universitaires, femmes de pouvoir ? », dont l'objectif était, en préambule au sommet de la francophonie, de constituer un réseau de femmes responsables dans les universités et la recherche.

Il nous a semblé que ces deux projets, distincts par leurs contours et leur objet, avaient tout à gagner à se rapprocher et que le 7^e Congrès International de la Recherche féministe dans la francophonie pouvait être l'occasion de les faire avancer ensemble. C'est pourquoi nous avons proposé la tenue de cet atelier, réunissant des universitaires de différents pays, rencontrées à Dakar et celles qui dans les Congrès CIRFF sont intéressées à structurer ce réseau, en particulier les organisatrices du Congrès de Montréal (directrices de l'IREF – Institut de Recherche et d'Etudes féministes de l'UQAM et du REQEF –Réseau québécois en Etudes féministes).

L'Atelier s'est tenu le mercredi 26 août. Après un rappel de l'histoire des Congrès CIRFF (Québec 1996, Dakar 1999, Toulouse 2002, Ottawa 2005, Rabat 2008 et Lausanne 2012) et des étapes dans la constitution de réseaux d'études féministes (en France ANEF, en Europe -WISE et ENWS puis ATHENA et AOIFE), les intervenantes ont pu présenter les réseaux existants dans leurs pays et les actions menées par ceux-ci : Leila Saada a présenté l'AUF et le réseau qui se constitue en son sein ; Yvette Onibon Doubougan l'AFEFRES – Association des femmes pour l'Education, la Formation et la recherche Scientifique- du Bénin ; Marcelline Nnomo Zanga et Justine Dikko l'AFESUP –Association des Femmes Enseignantes du Supérieur- du Cameroun ; Couro Kane Niang le COFULEF –Convergence des Femmes Universitaires pour le Leadership Féminin- du Sénégal ; Valérie Legros la CPED –Conférence Permanente des Chargé.e.s de mission Egalité, Diversité- des universités françaises ; Francine Descarries le REQEF –Réseau Québécois en Etudes Féministes- du Québec ; Soukeina Bouraoui le CAWTAR –Center of Arab Women for Training and Research- de Tunisie et de 22 pays.

Ces présentations ont bien montré l'existence de deux types de missions distinctes et complémentaires :

- promouvoir la participation et la responsabilisation des femmes en milieu universitaires ;
- promouvoir la recherche et les études portant sur les droits des femmes (dans les CIRFF on continue à préférer l'appellation Études et Recherches féministes à celle d'Études de genre ou sur le genre, pour conserver le lien entre recherche et changement social).

Ces deux missions sont complémentaires puisqu'elles visent à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes et qu'elles se situent dans le même espace de la Francophonie. De nombreux réseaux internationaux existent, anglophones de fait ; un réseau francophone serait bien nécessaire.

Complémentaires aussi les leviers sur lesquels reposerait ce réseau : l'un, adossé aux institutions devrait permettre de trouver les ressources matérielles et logistiques nécessaires

pour agir et légitimer ce réseau ; l'autre s'appuiera sur les ressources scientifiques, l'expertise et la force militante du réseau des féministes entre les différents continents.

Ses objectifs :

-sortir de l'isolement, favoriser la coopération entre universitaires dans la francophonie, mutualiser les difficultés et les bonnes pratiques.

-connaître les travaux de recherche existants en français, partager les résultats de recherche ; promouvoir la recherche francophone sur ce thème face à la domination des recherches anglophones.

-assurer la pérennité des rencontres internationales francophones (CIRFF) et maintenir un lien entre les congrès.

-former les jeunes générations et assurer une relève.

-acquérir une légitimité institutionnelle et influencer les politiques publiques.

-maintenir des liens entre le monde universitaire et le monde associatif ou professionnel (à l'exemple du Québec, mais aussi du Cameroun).

Parmi les moyens proposés pour faire avancer les objectifs

-centraliser et diffuser les informations des différents pays. Un bulletin de liaison.

-production de statistiques sexuées qui mettent en évidence les inégalités.

-partager les outils de connaissance et les stratégies de lutte d'un pays à l'autre.

-recensement des enseignements et recherches (un recensement des recherches sur le genre en France a été réalisé mais n'est pas mis à jour. Le recensement des enseignements date de 2003, sa mise à jour est restée à l'état de projet).

-formation : on rappelle les modules francophones de formation à distance sur le genre, à l'intention de femmes responsables dans les universités (voir le site de l'AUF). Suite à l'appel d'offre, une équipe de l'université de Rennes a été sélectionnée.

-un projet de l'AUF de mettre en place un observatoire de l'égalité femmes/hommes au sein des établissements d'enseignement supérieur.

-un centre de documentation

Un débat large avec la salle, où étaient présentes plusieurs organisatrices des congrès précédents, ainsi qu'une chargée de développement de l'AUF, a montré l'intérêt suscité par le projet de réseau, même s'il reste beaucoup à préciser sur ses modalités (regroupement de réseaux existant ou ouverture à des membres individuelles, modalités de financement...)

Dans l'immédiat il a été décidé de charger Delphine Naudier et Françoise Picq de centraliser les propositions et de les rediffuser aux personnes présentes ainsi qu'aux réseaux existant dans la francophonie. Un CR de l'atelier sera envoyé à la liste constituée à cet effet.

Un projet de faire l'histoire des congrès CIRFF, en interrogeant les responsables de chacun d'eux, ce qui serait très utile pour les prochaines organisatrices de cette manifestation universitaire francophone.

Lors de la plénière de clôture du congrès, il a été décidé que le prochain congrès (2018) serait organisé à Paris. Anne Marie Devreux (CSU-CRESSPA CNRS/Paris 8) a accepté d'en prendre la responsabilité.

Pour aider à son financement, une levée de fonds aura lieu auprès des 1200 inscrit.e.s au congrès de 2015, comme avance sur l'inscription de 2018.

Delphine Naudier, Françoise Picq - ANEF